

plus de 250 travailleurs, n'importe quel nombre d'employés peut former un syndicat et il peut y avoir plusieurs syndicats dans une entreprise.

Par contre, la portée des conventions collectives est beaucoup plus limitée qu'au Canada. L'arbitrage obligatoire remplace le droit de grève dans les entreprises du service public, y compris celles qui appartiennent à des intérêts privés. La loi ne permet pas à une convention collective de limiter l'embauche d'employés non membres du syndicat ou le type de technologie à utiliser. Si la majorité des employés continuent à travailler durant une grève, on estime que l'arrêt de travail n'est pas approuvé. Certaines entreprises mettent en place des comités paritaires syndicat-direction pour faire participer les travailleurs aux prises de décisions, mais la loi n'impose pas leur création. Environ 13 % de la population active est syndiquée, mais seulement 10 % est protégée par une convention collective.

Une proposition de réformer le système de négociations collectives a été déposée au Congrès au début de 1996. Elle a toutefois été gelée à la suite de la forte opposition des groupes d'affaires, dirigés par la Confederación de la Producción y del Comercio (CPC), Fédération de la production et du commerce. La proposition faciliterait la mise en place des syndicats de façon à accroître la portée des conventions collectives. L'objectif du gouvernement est d'élargir la syndicalisation aux travailleurs saisonniers dans les domaines de la construction, de l'agriculture et de la pêche, qui font souvent face à de longues heures de travail, à des conditions dangereuses et sont mal rémunérés. La proposition permettrait également à des syndicats regroupant des employés de plusieurs entreprises d'être constitués, ce qui, aux yeux des groupes de pression du milieu des affaires, exposerait les petites entreprises à des agitateurs de l'extérieur. Les spécialistes du domaine pensent que le Sénat n'adoptera pas ces modifications.

La rémunération mensuelle va d'une moyenne d'environ 500 \$ US pour un travailleur compétent à environ 2 500 \$ US pour un professionnel. Le salaire minimum en 1995 était d'environ 160 \$ US par mois, mais il n'y a qu'environ 15 % des travailleurs qui ne gagnent que cette somme. La semaine de travail est au maximum de 48 heures.

La loi impose le partage des profits, même si cela ne s'applique pas aux sociétés qui paient certains autres types de primes. Si l'entreprise choisit un régime de partage des profits, le montant obligatoire est 30 % du revenu imposable, sous réserve de quelques corrections. Les entreprises qui paient des primes de 25 % de la rémunération annuelle de l'employé, jusqu'à un maximum de 4,5 fois le salaire minimum mensuel (720 \$ US) ne sont pas soumises à ce régime de partage des profits. Les conventions collectives peuvent contenir des dispositions différentes de partage des profits. Au Chili, après un an de service, un employé a le droit à 15 jours de vacances payés par an.

La loi impose de verser à un employé une indemnité de départ correspondant à un mois de salaire par année de service, jusqu'à un maximum de 11 mois, à moins que la cessation d'emploi ne soit justifiée. Elle exige également de donner un préavis d'un mois en cas de licenciement unilatéral ou de verser un mois de salaire au lieu de donner un